Identification du Pays Partenaire

Pays:	MADAGASCAR
Ministère/Institution:	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
Date:	03 Mars 2026

1.Engagement en terme de Volume des Ressources Publiques Allouées à l'Education

1.1. Veuillez sélectionner les domaines d'engagement en cliquant sur les cases pertinentes

X ☐Augmenter ou maintenir les dépenses consacrées à l'éducation,estimées en pourcentage du budget national (Hors services de la dette nationale)	**X** ☐Augmenter ou maintenir les dépenses consacrées à l'éducation, estimées en pourcentage du PIB	☐Autre (Veuillez préciser)

1.2. Description du périmètre budgétaire de l'éducation

Veuillez énumérer tous les ministères et autres institutions compétentes pris en compte dans le calcul des dépenses consacrées à l'Education.

- *Ministère de l'éducation Nationale*
- *Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique*
- *Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle*
- *Ministre de l'Economie et des Finances*

NB : Notre cadre de dépenses à moyen terme est établi sur une période de trois ans. Ainsi, la loi de finances initiale pour 2026 présente, en plus du budget de l'année en cours, les prévisions pour 2027 et 2028. Par conséquent, les prévisions relatives à 2029 et 2030 ne sont pas encore disponibles.

MULTIPLIER LES POSSIBLES
FINANCER L'ÉDUCATION

ENGAGEMENT DES PAYS POUR LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION

Campagne de Sensibilisation sur le Financement de l'Education

"L'Education Multiplie les Opportunités : Investissons dans l'Avenir"

L'éducation est essentielle pour atteindre les objectifs de développement. Les finances publiques sont le socle le plus stable des investissements éducatifs. Sans actions concrètes, les systèmes éducatifs risquent de connaître des défis majeurs et ne pourront pas soutenir une croissance économique inclusive. Dans le cadre d'une campagne de sensibilisation, le Partenariat Mondial pour l'Education (GPE) encourage les pays à renforcer durablement le financement de l'éducation.

Comment pouvez-vous contribuer à cette campagne dans votre propre pays?

1. *Engagez-vous à améliorer les 3piliers des finances publiques (Volume/Adéquation, Efficience et Équité) selon votre contexte et les données disponibles.*
2. *Des exemples d'actions stratégiques sont fournis ci-dessous. Si nécessaire, proposez d'autres actions pour accroitre le volume, améliorer l'efficience et l'équité des ressources allouées à l'éducation.*
3. *Indiquez les changements attendus en termes d'augmentation des ressources, et d'amélioration d'efficience et d'équité.*

***NB**: Pour vos engagements, appuyez-vous, si possible, sur le Plan National de Développement, Plan Sectoriel de l'Education, Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT), Pacte Partenarial, etc.*

Merci pour votre participation à cette campagne. Les informations fournies amplifieront les efforts de votre pays et feront de l'éducation une priorité globale.

1.3. Dépenses historiques et prévues

(Les dépenses d'éducation prises en compte dans ce calcul correspondent exclusivement aux financements issus des ressources propres de l'État. Les ressources extérieures, notamment les appuis des partenaires techniques et financiers, n'ont pas été incluses.
Par ailleurs, un second indicateur incluant l'ensemble des ressources (internes et extérieures), a également été estimé. Celui-ci s'établit à 11,66 % en 2025, 16,30 % en 2026, 15,37 % en 2027 et 15,03 % en 2028.
Il ressort également que le budget du personnel de l'éducation (solde) a enregistré une hausse significative sur la période 2026-2028, liée au recrutement et à la subvention des enseignants FRAM.)

2025	2026	2027	2028	2029	2030
Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette): **21,28%**	Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette): **27,85%**	Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette): **30,01%**	Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette): **24,71%**	Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette):	Pourcentage(% du budget national-Hors services de la dette):
Pourcentage (% du PIB): **2,05%**	Pourcentage(% du PIB): **2,48%**	Pourcentage(% du PIB): **2,28%**	Pourcentage(% du PIB): **2,23%**	Pourcentage(% du PIB)	Pourcentage(% du PIB)
Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)
Valeur monétaire *-Monnaie locale:***ariary** *- Montant total des dépenses en Monnaie locale:* **1 812 660 793 000**	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale:* **2 481 378 126 000**	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale:* **2 543 409 262 000**	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale:* **2 771 302 589 000**	Valeur monétaire *-Montant total des dépenses en Monnaie locale:*	Valeur monétaire -- *Montant total des dépenses en Monnaie locale:*

Veuillez indiquer si vous avez des plans pour augmenter les ***dépenses par enfant consacrées à l'éducation:*** ☐***Non***

Valeur de base: Ciblé:

- Année: *-Année:*

-Montant par enfant:-Montant par enfant

-Veuillez indiquer le document ou le cadre stratégique d'où provient la valeur de base et la cible des dépenses par enfant consacrées à l'éducation.

1.4. Base de l'engagement pour augmenter ou maintenir le volume des dépenses consacrées à l'éducation

Veuillez indiquer et décrire brièvement des actions en cours ou planifiées visant à augmenter les ressources financières consacrées à l'Education:

X ☐*Collecter des revenus additionnels (e.g., à travers des réformes sur les politiques de taxation ou l'amélioration des collectes de taxes).Veuillez préciser*

X ☐*Développer des stratégies de mobilisation de ressources pour le financement durable de l'éducation (e.g., Prélever des taxes spécifiques pour créer un fonds dédié à l'éducation, établir des partenariats public-privés, etc.). Veuillez préciser*

- Accroitre les Recettes Douanière pour la période 2024-2028 : renforcement du rôle de la douane comme instrument de promotion industrielle, en encourageant la transformation locale des matières premières, en stimulant la compétitivité des entreprises nationales et en appuyant les politiques de substitution aux importations
- Retaxation ciblée de certaines sous- positions nationales jugées non conformes à la politique générale de l'Etat
- Renforcer la mobilisation des recettes fiscales
- Définir les orientations stratégiques de la politiques économique et financière
- Recherche, mobilisation et gestion de financements extérieurs tels que le Fonds Commun de L'Education Phase 2 (2025-2028), TALIM (IDA,CRW,PME) 2025-2028, PITAF (PME) 2025-2028, SCG 2026-2029 et Autres PTF : JICA, Banque mondiale, Unions Européennes, UNESCO, UNICEF, FNUAP, PNUD, OIT, OIF, secteurs privés, etc
- Recours à des mécanismes de financement adaptés aux contextes nationaux

- Œuvrer pour un relèvement progressif de la contribution de l'Etat vers les seuils référentiels (20% des dépenses publiques hors service de la dette et 4% du PIB à l'éducation) à travers un dialogue politique renforcé au plus haut niveau à la fois au sein du gouvernement et auprès de PTF

X ☐*Améliorer l'exécution du budget alloué à l'éducation. Veuillez préciser*

- Respect du calendrier de programmation et d'exécution budgétaire
- Allègement des procédures (marché public, fluidification administrative)
- Réforme budgétaire

X ☐*Autre. Veuillez préciser*

- Augmentation du fonds alloué aux Communes consacré pour l'éducation

NB:Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

2.Engagement en termes d'Efficience des Dépenses Publiques Consacrées à l'Education

Veuillez indiquer et décrire brièvement les actions en cours ou planifiées visant à améliorer l'efficience des dépenses publiques consacrées à l'éducation:

X ☐*Améliorer les Systèmes de Gestion des Finances Publiques pour une meilleure gouvernance, et des mécanismes de redevabilité et de mise en œuvre plus efficaces. - Veuillez préciser:*

- Former et accompagner les acteurs budgétaires pour l'amélioration de l'exécution budgétaire (MEF)
- Effectuer des analyses budgétaires du secteur éducation en collaboration avec d'autres partenaires (MEF)
- Améliorer le reporting des réalisations trimestrielles du secteur éducation dans les comptes rendus d'exécution budgétaire (MEF)

- Renforcer le suivi de l'exécution des dépenses sensibles dans le secteur éducation (MEF)
- Amélioration de la digitalisation de processus budgétaire et comptable
- Allègement des procédures (marché public, fluidification administrative)
- Redynamisation de la lutte contre la corruption (Audit interne et externe)
- Sensibilisation de tous les secteurs sur le PILCC
- Renforcement des capacités des cadres des trois ministères en charge de l'éducation afin d'améliorer la planification, la gestion et l'exécution des allocations budgétaires de l'État et des appuis financiers extérieurs (FCE,..)
- Identification des forces et des faiblesses de l'administration centrale et déconcentrée, et émettre des recommandations pour une administration plus efficace, et orientée vers la performance
- Accompagner les STD dans la programmation et la mise en œuvre des activités au niveau des STD
- Former sur l'utilisation du logiciel de programmation budgétaire et financière via logiciel PTA

X ☐*Améliorer la gestion et les mécanismes de rémunération des enseignants. Veuillez préciser.*

- Réviser le système de rémunération et de déploiement
- Instaurer un système de rémunération plus transparent et équitable (source : Protocole d'accord signé par les ministres et les syndicats, mise à jour et application de la politique enseignante)
- Développer un dispositif de paiement rapproché et sécurisé des salaires et subventions (paiement des salaires basé sur le « mobile banking »)
- Réaliser un audit sur la sélection des enseignants communautaires devant bénéficier d'une subvention
- Intégrer de plus en plus les critères de qualités dans le recrutement et la subvention des enseignants non fonctionnaires
- Recruter ou subventionner progressivement tous les enseignants non fonctionnaires requis
- Paiement rapproché de vacations et caisse école

- Déploiement de nouvelles plateformes pour la gestion des heures complémentaires (HC) et vacations des enseignants (permanents et vacataires) afin d'accélérer et pérenniser leur système de paiement

☐*Réduire la fragmentation des mécanismes de financement et de mise en œuvre. Veuillez préciser*

X ☐*Renforcer les systèmes de suivi et la disponibilité des données éducatives et financières. Veuillez préciser.*

- Amélioration du système d'information (digitalisation de la collecte de données : SIGE, GRH, SIIGFP/SIGTA, SIGMP)
- Mettre en place une plateforme centralisée de recrutement, gestion de carrières, allocations, promotions accessibles aux différents acteurs
- Développer et déployer un système d'information performant de gestion locale des ressources éducatives, permettant d'apprécier le temps scolaire, et de mesurer son évolution
- Mise en place d'un appui technique pour épurer les bases de données du MEN, les mettre en cohérence avec celles du MEF et faciliter l'interface avec AUGURE
- Développement d'un outil de gestion des enseignants (SIGAF)
- Rapprochement de la liste des enseignants recensé à partir de données SIGE avec le résultat du recensement biométrique (pour les 15 régions)
- Enrôlement biométrique des agents relevant du MEN
- Opérationnaliser la mise en interopérabilité du SIGFRAM MEN avec l'AUGURE du Ministère de l'Economie et des Finances
- Déploiement outils de suivi des activités du PTA et du Système de suivi et évaluation (SSE)

X ☐*Adopter des approches innovantes de budgétisation orientées vers les résultats (e.g. Budgétisation basée sur les résultats); Veuillez préciser*

- Elaboration du Budget programme

X ☐*Renforcer la prestation des services éducatifs pour améliorer les apprentissages, la rétention et l'achèvement ; Veuillez préciser*

- Mettre à la disposition des enseignants et de directeurs d'école de dispositifs variés de formation continue et certifiante et liée à leur voie de carrière
- Rénovation et/ou renforcement des infrastructures scolaires/de formation et universitaires
- Renforcement du dispositif de suivi et encadrement des enseignants
- Allègement des charges parentales (cantine, caisse école, subvention aux enseignants FRAM, subvention aux écoles privées, dotation de kit scolaire, ...)
- Dotation des intrants scolaires notamment les manuels scolaires
- Un recensement rigoureux (biométrique) des enseignants (fonctionnaires et FRAM) et une mise en place des évaluations régulières de compétences des enseignants.
- Mettre à l'échelle progressive le système de suivi des absentéismes des enseignants au niveau des établissements
- Mettre à jour le dispositif de test des enseignants du Préscolaire et du Primaire
- Evaluer les enseignants du Préscolaire et du Primaire
- Formation des enseignants avant leur affectation dans les zones reculées.
- Mettre à l'échelle les cours de remédiation scolaire et des alternatives pédagogiques qui apportent des solutions efficaces aux problèmes d'apprentissages des contextes de fermeture temporaire ou définitive d'écoles dues aux aléas
- Réalisation études sur la performance du Système (SDI, évaluation PAEB etc.)
- Évaluer les compétences académiques et pédagogiques des enseignants

☐*Autre, Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

3.Engagement en termes d'Equité dans les Dépenses Publiques Allouées à l'Education

Veuillez indiquer et décrire brièvement les actions en cours ou planifiées visant à améliorer l'équité des dépenses publiques consacrées à l'éducation :

X ☐ *Renforcer les politiques et mécanismes d'allocations des ressources publiques, notamment par l'adoption de formules de financement fondées sur les besoins des établissements scolaires ou l'allocation des enseignants. Veuillez préciser*

- Amélioration de la clé de répartition équitable (ressources humaines, matérielles et financières)
- Elaboration et mise en œuvre de la carte scolaire (MEN)
- Elaboration et mise en œuvre de la carte de formation (METFP),
- Elaboration et mise en œuvre de la carte universitaire (MESUPRES)
- Opérationnalisation des universités régionales nouvellement créées
- Opérationnalisation des Centres de Formations nouvellement créés
- Etude sur la caisse école incluant le manuel de procédure de la CE, l'extension des dépenses éligibles et une nouvelle clé de répartition de la CE (CE : Caisse école)
- Revoir les formules et critères d'estimations et d'attribution de caisses écoles pour mieux prendre en compte les critères d'équité et d'inclusion
- Rationaliser les postes subventionnés en intégrant des critères de performance et d'équité
- Allocation d'enseignants en fonction de besoins réels de chaque établissement scolaire suivant des normes bien définies

X ☐*Assurer le suivi des allocations équitables des ressources publiques. Veuillez préciser*

- Réalisation de contrôles et d'audits réguliers pour garantir la transparence et l'efficience des allocations

DPE:

- Réévaluation des réels besoins des établissements
- Renforcer la fonction d'audit et contrôle et limiter les opportunités de détournements de fonds publics

X ☐*Adopter des mécanismes de budgétisation en faveur des régions défavorisées, ou des approches basées sur le genre, et l'inclusion. Veuillez préciser*

- Promotion de l'éducation inclusive (application effective de la LOSEM)
- Renforcement du centre de formation professionnel des personnes en situation d'handicap
- Mise en place des infrastructures et matériels adaptés aux élèves et étudiants en situation d'handicap
- Mise en place des infrastructures adaptés aux filles
- Sensibilisation sur l'égalité des genres (fille/garçon, homme/femme)
- Réalisation du diagnostic genre organisationnel et stratégique du secteur de l'éducation à Madagascar (UNICEF)
- Poursuivre la déconcentration du financement du secteur en attribuant une portion de plus en plus importante de financements publics aux niveaux des STD:

X ☐*Orienter les ressources vers la réduction des disparités d'accès. Veuillez préciser.*

- Mise en place des universités de proximité ;
- Mise en œuvre de la carte scolaire ;
- Couverture des Districts en établissement de l'ETFP
- Redeploiement/Déploiement des enseignants vers les zones défavorisées
- Priorisation de la construction/reconstruction de salles de classe dans les zones rurales

☐*Autre, Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

MULTIPLIER >>>> LES POSSIBLES
FINANCER L'ÉDUCATION

4.Approbation des engagements

Veuillez indiquer la liste des institutions qui ont approuvé les engagements de votre pays

☐Bureau du Président

☐Premier Ministre

X ☐ Ministre de l'Economie et des Finances

X ☐ Ministres en charge de l'Education

☐Autres Ministères ou Départements (Veuillez préciser)

Merci pour votre engagement en faveur d'investissements plus importants et de qualité dans le secteur de l'éducation

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Pr RAVONIMANANTSOA Ndaohialy Manda-Vy

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

RAJAONARISON Sendra Nirina

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

Dr RAMIARISON Herinjatovo Aimé

Le Ministre de l'Enseignement Technique
et de la Formation Professionnelle

ANDRIAMAMPANDRY Todisoa Manampy

MULTIPLIER >>>>
>> LES POSSIBLES
FINANCER L'ÉDUCATION